

Entretien d'Europe
n°73
22 juillet 2013

« L'euro n'est pas seulement une monnaie, c'est avant tout une politique budgétaire responsable et durable »

Entretien avec Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République de Lituanie

1. La Présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne - du 1er juillet au 31 décembre 2013 - intervient à un moment charnière dans le calendrier politique européen. Il s'agit en effet de la dernière Présidence qui se fera entièrement avant le renouvellement institutionnel de 2014 et, à ce titre, c'est sous son mandat que seront prises les dernières grandes décisions législatives. Quelles sont les priorités de la présidence lituanienne ? Que voulez-vous et que pouvez-vous accomplir en six mois ?

La présidence lituanienne [1], comme la présidence française au second semestre de 2008, sera la dernière avant les élections européennes et le programme législatif européen sera beaucoup intensif que d'habitude. Nos priorités reflètent les défis économiques et politiques actuels, tout comme les attentes des citoyens européens.

Nous avons désormais besoin d'une Europe crédible qui soit plus résistante aux potentielles futures crises et qui crée les conditions de la croissance économique. Durant notre présidence, nous nous efforcerons de renforcer les fondements de la stabilité financière. Ceci inclut l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, en insistant particulièrement sur les prochains développements de l'Union bancaire, ainsi que sur le renforcement de la réforme des marchés financiers et la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. Notre expérience montre que nous ne regagnerons pas notre crédibilité sans des politiques budgétaires responsables. De plus, la Lituanie se concentrera sur les conditions de la croissance en Europe qui permettront de

résoudre les problèmes sociaux. Dans ce domaine, nous nous appuierons sur l'agenda Europe 2020 et au Semestre européen, renforcés par un marché intérieur plus fort qui constituera le rôle moteur de la croissance économique et de la lutte contre le chômage. Dans ce contexte, une attention particulière sera portée au chômage des jeunes, qui doit requérir des considérations spéciales au niveau tant national qu'europpéen. En Lituanie, l'année dernière, nous avons réussi à réduire le chômage des jeunes à 6%, mais nous devons encore accomplir davantage, entre autres en mettant en œuvre les dispositions déjà adoptées au niveau européen.

La Lituanie poursuivra aussi les engagements européens pris pour achever le marché Intérieur de l'énergie d'ici 2014 et s'assurer qu'aucun Etat membre ne restera isolé des réseaux énergétiques européens à partir de 2015. L'agenda numérique, la recherche et l'innovation figurent également parmi nos priorités.

Nous ne pouvons oublier les partenaires extérieurs de l'Union européenne et notre vision d'une Europe ouverte. La présidence lituanienne s'attachera à une intégration plus étroite entre l'Union européenne et ses partenaires orientaux et accueillera le sommet du Partenariat oriental de l'Union européenne en novembre 2013 à Vilnius. L'agenda de notre présidence inclut aussi un contrôle judicieux et intelligent des frontières extérieures de l'Union et la promotion d'accords commerciaux de libre-échange avec nos partenaires stratégiques.

2. La Présidence lituanienne va hériter de dossiers européens d'une complexité particulière, parmi lesquels l'adoption du cadre financier pluriannuel 2014-2020,

1. <http://www.eu2013.lt/fr/>

« L'euro n'est pas seulement une monnaie,
c'est avant tout une politique budgétaire responsable et durable »

une question qui ne doit pas vous laisser insensible, vous qui avez été Commissaire européenne en charge du budget et à la programmation financière entre 2004 et 2008. Alors que la nouvelle proposition présentée par la présidence irlandaise de l'UE a été jugée insuffisante par une partie des parlementaires le 19 juin dernier, quelles pourraient être les conséquences d'une absence de compromis dans les semaines à venir ?

Si nous déclarons que nous avons besoin de croissance et d'emplois en Europe, si nous affirmons que nous avons besoin de développer la compétitivité de l'Europe, nous avons besoin de finaliser le cadre financier pluriannuel et les programmes qui lui sont attachés. L'accord sur les perspectives financières 2014-2020 est fondamental pour s'assurer que les fonds du budget européen parviendront aux Etats membres à temps et que les projets qui ont été initiés ou qui ont démarré parviendront à leur terme avec succès. Cette question est l'une des principales priorités de notre présidence. Si nous tardons trop à parvenir à un accord interinstitutionnel, nous retarderons l'attribution des fonds nécessaires à des projets aussi importants que le plan de garantie pour la jeunesse, le mécanisme de l'interconnexion en Europe, le programme pour la compétitivité des entreprises et des PME (COSME) et beaucoup d'autres.

3. Alors que la Croatie deviendra le 28ème Etat membre de l'Union européenne à partir du 1er juillet 2013, la Lituanie, au cours de sa présidence du Conseil de l'Union européenne, visera au renforcement des relations de l'Union européenne et de ses voisins orientaux, notamment l'Ukraine. Dans la perspective de la réunion des chefs d'Etat du Partenariat oriental, qui aura lieu à Vilnius les 28 et 29 novembre 2013, qu'attendez-vous précisément ?

Il est important que le sommet de Vilnius soit perçu comme un sommet de chances et d'opportunités pour les pays du Partenariat oriental et pour l'Union européenne. Le sommet de Vilnius constitue un événement majeur en ce sens que nous es-

sayons d'établir une perspective à long terme pour le Partenariat oriental. La finalisation des accords d'association, incluant des accords commerciaux de libre-échange approfondis et complets avec quatre pays (Ukraine, Arménie, Géorgie et Moldavie) est une priorité majeure et un objectif concret. Nous souhaitons également renforcer une série d'autres liens avec les pays parts aires, en particulier dans la sphère des entreprises. Si nous retardons la signature de l'accord d'association avec l'Ukraine, nous risquons que ce partenaire clef s'éloigne de nous parce que l'Union européenne ne sera plus le centre de gravité dans la région. Des liens étroits avec les visions orientales, ainsi qu'avec les autres voisins en général est d'une importance stratégique pour la sécurité, la stabilité et la richesse de l'Europe. En termes plus généraux, nous espérons que le sommet constituera le point de départ de relations plus étroites entre l'Union européenne et ses voisins à l'est.

4. Les conclusions du Conseil européen du 23 mai 2013 insistent sur la nécessité « d'achever de toute urgence un marché intérieur de l'énergie interconnecté et pleinement opérationnel » d'ici 2014. Concernant la question énergétique, si cruciale pour un pays comme la Lituanie, pouvez-vous nous indiquer quels sont pour vous les enjeux essentiels sous-jacents à cette question ?

La sécurité énergétique est une priorité essentielle pour la Lituanie. Actuellement, la Lituanie est ce qu'on appelle un «îlot énergétique», dépendant fortement des importations d'électricité et dépendant totalement d'un unique fournisseur extérieur de gaz. Par voie de conséquence, la Lituanie n'a pas d'autre choix qu'un prix du gaz «politique», qui est environ 30% supérieure à la moyenne européenne. Nous essayons de diversifier notre mix énergétique national, nos fournisseurs d'énergie et nos voies d'approvisionnement, ainsi que d'établir les bases légales nécessaires dans le domaine de l'énergie.

Le terminal LNG de Klaipėda sera opérationnel à la fin de l'année 2014. Par conséquent, au moins

certaines risques de pressions politiques que peut représenter un unique fournisseur de gaz en situation de monopole seront éliminés. Des liaisons électriques avec la Suède seront mises en service à la fin de l'année 2015 de manière à satisfaire plus de 50% de la demande lituanienne en électricité.

Avec notre objectif de mise en œuvre d'un marché intérieur européen de l'énergie d'ici 2014 et de l'élimination des îlots énergétiques d'ici 2015, la Lituanie facilitera les discussions sur le renforcement de la dimension extérieure de la politique énergétique de l'Union avec en particulier un effort concentré sur la sécurité nucléaire dans le voisinage de l'Union et sur la nécessité de garantir des règles du jeu pour les Etats membres vis-à-vis des pays tiers qui bénéficieraient de standards nucléaires et environnementaux inférieurs.

5. Il est prévu que la Lituanie adopte l'euro d'ici 2015. Dans quelle mesure le choix d'adopter la monnaie unique est-il important pour votre pays ?

Le souhait de la Lituanie de rejoindre la zone euro est une obligation juridique qui découle du traité d'adhésion à l'Union européenne. Nous espérons remplir les 5 critères de Maastricht en 2014. L'euro n'est pas seulement une monnaie, c'est avant tout une politique budgétaire responsable et durable. Depuis 2002, le litas lituanien est lié à l'euro à un taux de change fixe, donc de facto nous avons déjà l'euro. La zone euro est notre principal partenaire commercial représentant plus de 30% en 2012. C'est la raison pour laquelle devenir un membre à part entière générera des bénéfices significatifs non seulement pour les investisseurs mais aussi pour les consommateurs. Le soutien politique de la France durant les préparatifs à l'introduction de l'euro sera extrêmement important.

6. Selon les derniers sondages, les Litoniens ne semblent pas vraiment enthousiastes à l'idée de rejoindre la zone euro. Récemment, le Premier ministre polonais s'est déclaré prêt à prendre le risque d'une consultation populaire sur ce sujet. Envisagez-vous également

d'organiser un référendum ?

Quand nous avons signé le traité d'adhésion avec l'Union européenne, nous nous sommes engagés à rejoindre la zone euro dès que nous respecterions tous les critères nécessaires. Avant cela, un référendum a été organisé par lequel les Litoniens ont exprimé leur volonté de rejoindre l'Union européenne, acceptant toutes les obligations qui en découlent. Depuis lors, nous avons travaillé durement et avons été proches de remplir les critères en 2007. En dépit d'un possible impact des problèmes économiques sur l'opinion publique, 59% des Litoniens soutiennent notre appartenance à l'Union européenne.

7. La Lituanie est le premier des pays baltes à se voir confier la présidence tournante du Conseil de l'Union. La Lettonie et l'Estonie prendront respectivement le relais aux premiers semestres 2015 et 2018. Dans quelle mesure souhaitez-vous saisir cette opportunité pour améliorer l'intégration des régions de la mer Baltique et leur coopération avec l'Union européenne ?

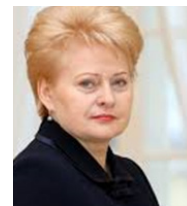
La Lituanie, la Lettonie et l'Estonie n'ont pas eu peur de prendre leurs responsabilités lorsqu'elles ont engagé il y a 20 ans la reconquête de leur indépendance et choisi leur avenir de leur propre chef. Notre détermination nous a permis de revenir au sein de la famille européenne. L'histoire récente des Etats baltes est une belle réussite, fondée sur une vision, un travail intense et des engagements pris tant auprès de nos pays que des citoyens. Nous estimons que cela constitue un socle de valeurs communes avec les autres Etats de l'Union européenne.

La présidence du conseil de l'Union européenne est une opportunité de démontrer notre capacité et disponibilité à assumer des responsabilités non seulement pour nous-mêmes mais aussi pour les autres. Nous avons pris cette présidence à un moment de grande complexité, et même si l'économie européenne semble montrer quelques signes d'amélioration, il reste encore beaucoup à faire. A cet égard, la Lituanie peut jouer un rôle modèle en

« L'euro n'est pas seulement une monnaie,
c'est avant tout une politique budgétaire responsable et durable »

ce qui concerne les difficultés économiques. Nous avons durement et gravement été touchés par la crise économique et financière, mais nous avons pris les décisions adéquates fondées sur la volonté politique et le partage des responsabilités politiques. Nous sommes ainsi sortis renforcés de la crise et c'est sans surprise que la Lituanie est devenue l'un des pays de l'Union avec une croissance économique des plus rapides. Nous estimons que la présidence représente une chance pour nous de contribuer de manière significative et considérable

à la construction de notre avenir européen commun.



Dalia Grybauskaitė

Présidente de la République de Lituanie

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.